

Circuit d'attente

Les élections canadiennes de 2019

Par Andrea Levy

Il était clair, pour parler comme un commentateur sportif, que le résultat de cette élection de 2019 serait une victoire à l'arrachée, imprévisible jusqu'à la dernière minute. Mais était-ce si imprévisible que cela ? Grâce au mode de scrutin uninominal à un tour, regrettable héritage de la démocratie représentative anglo-américaine, il y avait très peu de doutes que l'un des deux grands partis, le Parti libéral du Canada (PLC) ou le Parti conservateur (PC), l'emporterait, avec cependant la sanction possible d'un statut de gouvernement minoritaire. Cette oscillation entre Libéraux et Conservateurs formant le gouvernement sans différence fondamentale dans leur allégeance au capital et différent essentiellement dans les détails est la réalité politique dominante du Canada quasiment depuis la Confédération.

Mais le maintien de cette alternance ne peut qu'exacerber les nombreux malheurs et contradictions du pays, allant de l'inégalité croissante des revenus et de la richesse et les faiblesses d'une économie ancrée dans l'extractivisme en passant par la dépossession permanente des peuples autochtones et jusqu'à la catastrophe climatique (rappelons à cet égard que le Canada connaît un taux de réchauffement deux fois plus rapide que le reste du monde).

Avec seulement 65% des électeurs s'étant présentés aux urnes, la tendance à la désaffection au 21ème siècle se poursuit. Lorsqu'un tiers de l'électorat ne vote pas, un gouvernement, fût-il même majoritaire, ne peut prétendre avoir un mandat populaire fort. Le parti Libéral de Justin Trudeau a été réélu, bien que manquant 13 sièges pour être majoritaire et avec seulement un tiers environ des votes exprimés, soit un peu moins que les votes en faveur des Conservateurs. Parmi les partisans du système parlementaire de Westminster, les gouvernements minoritaires sont typiquement considérés comme indésirables parce que faibles et instables. Cependant les gouvernements les plus progressistes de l'histoire canadienne contemporaines ont été des gouvernements minoritaires Libéraux qui dépendaient de l'appui du Nouveau Parti Démocratique (NPD). Ceci est survenu deux fois durant les années 60, donnant lieu à deux piliers de l'État providence : les soins de santé universels et un régime national de retraite. La même occurrence se produisit en 1972, sous l'égide de Pierre Trudeau, père de Justin, et apportant cette fois un programme national pour construire des logements hors-marché à coût abordable. Certes, ces moments forts de la démocratie libérale au Canada remontent à une époque précédant l'hégémonie du néolibéralisme, l'évolution du Canada comme « État pétrolier » et le virage de « troisième voie » des partis sociaux-démocrates. Néanmoins, songeant à cette histoire, bon nombre d'électeurs progressistes canadiens envisagent les prochains quatre ans avec espoir.

Le soir des élections, pendant que le commentariat discutait du mécontentement de l'électorat, de la polarisation régionale, et des difficultés qu'aura le nouvel gouvernement à faire passer son agenda législatif, les électeurs à gauche du centre politique voient généralement les résultats de cette élection comme une possible ouverture, une opportunité de pousser le gouvernement au pouvoir doucement

vers la gauche. En fait, cela semble peu probable. Le NPD est ressorti de cette élection avec une base beaucoup plus précaire. Il est désormais le quatrième parti à la Chambre des Communes, dû principalement au succès du Bloc québécois, une formation politique strictement québécoise qui a remporté 32 des 78 sièges du Québec. Le parti a perdu 15 de ses 16 sièges québécois, mettant fin brusquement à la lune de miel entre Québec et le NPD; un tel coup dur rendra ardue pour le parti une remontée dans la belle province. Et même si le NPD est perçu comme l'allié naturel des Libéraux, Justin Trudeau a affirmé aux lendemains des élections qu'il n'y aurait pas de coalition, formelle ou informelle, et que le gouvernement minoritaire avait bien l'intention de travailler avec tous les partis, sur une base *ad hoc*, afin de légiférer. On peut donc envisager que l'équilibre des pouvoirs au cours de la 43^e législature du Canada sera une cible mouvante.

Abri d'espoir

Les grands médias ne cessent de répéter que le Canada se porte bien économiquement parlant, en se basant, notons-le, sur l'indicateur défectueux qu'est le PIB. Sous la gouverne du PLC, le taux de chômage officiel a atteint son plus bas niveau depuis le milieu des années 1970. Cependant, sondages et études démontrent que la majorité des Canadiens se sentent en situation d'insécurité financière. Ils s'inquiètent de la hausse du coût de la vie et de l'incapacité des revenus à suivre le rythme. Des décennies d'austérité néolibérale imposée par les gouvernements fédéraux et provinciaux successifs ont fortement affaibli les services publics si essentiels à la qualité de vie de nombreux citoyens et citoyennes. Parmi les plus importantes préoccupations des électeurs, toujours selon les sondages, figurait le problème de l'accessibilité du logement. Pour les personnes à faible revenu, le logement abordable est de plus en plus hors de portée. Le coût des logements locatifs a grimpé en flèche, de 10 à 15 % en la seule année 2018 dans de nombreuses villes du pays. Vancouver et Toronto comptent maintenant parmi les marchés de l'habitation les plus chers au monde.

Selon une étude du Canadian Centre for Policy Alternatives, une personne travaillant à temps plein au salaire minimum (ou légèrement plus élevé que le salaire minimum), ne peut se permettre de louer un appartement d'une ou deux chambres à coucher dans la grande majorité des quartiers du pays. Le manque de logements abordables rend la vie difficile à environ un quart des travailleurs canadiens, ainsi qu'à un grand nombre de nouveaux immigrants et de réfugiés. Par ailleurs, pour les peuples autochtones, les conditions de logement, tant sur les réserves que dans les villes, sont déplorables, comme le souligne un rapport de l'ONU cette année. En août dernier, la Fédération canadienne des municipalités a appelé tous les partis fédéraux à s'engager à investir des milliards de dollars dans le cadre d'une stratégie nationale visant à répondre aux besoins des aînés, des autochtones et des locataires à faible revenu en matière de logement. Mais cette question n'a qu'à peine été abordée durant la campagne électorale, particulièrement par les libéraux et les conservateurs qui eux insistaient généralement sur un meilleur accès à la propriété. Par contre, le NPD et le Parti vert ont promis d'accroître la construction de logements non marchands, une responsabilité qui avait été abandonnée par les gouvernements fédéraux précédents alors même que le logement hors-marché ne représente que 4 % du parc national de logements du Canada.

En ce qui concerne les soins de santé, l'enjeu primordial pour les électeurs selon les sondages, le discours – du moins parmi les partis qui ne sont pas hostiles à la médecine socialisée – tournait autour de la promesse de rendre les médicaments d'ordonnance plus abordables, en introduisant un régime

national d'assurance-médicaments. (Les patients au Canada paient davantage pour les médicaments d'ordonnance que dans tous les autres pays à revenu élevé.) Les libéraux ont pour leur part affirmé qu'ils envisageaient la mise sur pied d'un régime d'assurance-médicaments, ce qu'ils promettent depuis 20 ans sans jamais le faire, sans doute pour ne pas se mettre à dos les puissants lobbys de l'industrie pharmaceutique et du secteur de l'assurance. De leurs côtés, le NPD et le Parti vert appuient un régime universel à payeur unique. Le chef du NPD, Jagmeet Singh, en a même fait un élément central de sa campagne, en s'engageant de plus à établir des soins dentaires gratuits pour les ménages ayant un revenu annuel inférieur à 70 000 dollars.

Libéraux et conservateurs

Le Parti libéral de Trudeau s'est essentiellement présenté avec une plateforme de capitalisme vert « au visage humain ». Il s'est vanté de sa compétence en matière de gestion économique; il a promis, avec une fausse humilité, de « faire mieux » dans maints dossiers si on lui confiait un autre mandat; et il a misé sur son image d'inclusivité et de compassion, qui contraste favorablement avec la mesquine administration conservatrice de Stephen Harper, laquelle a sévi au Canada pendant presque dix ans jusqu'à l'élection du PLC en 2015. Surtout vers la fin de la campagne, Trudeau s'est présenté comme le candidat du « moindre mal », soulignant les dangers pour la majorité des Canadiens de ce que représenterait le budget équilibré promis par le PC : des milliards de coupures budgétaires dans les services publics et de fortes réductions dans les investissements dans les infrastructures.

Cependant la perception, encore chérie par certains, des Libéraux de Trudeau constituant un des derniers refuges d'une philosophie éclairée de gouvernement au milieu d'un déferlement réactionnaire global a été fort affaiblie par 4 années au pouvoir durant lesquelles, de façon prévisible, plusieurs promesses de la campagne électorale de 2015 furent brisées ou ignorées, à commencer par la promesse de réforme d'un mode de scrutin qui demeure un obstacle incontournable à toute amélioration du simulacre de démocratie qu'est le système parlementaire canadien. Tant au Québec qu'au Canada, la gauche constata sans surprise que les belles promesses de la campagne électorale restèrent lettre morte.

Cette fois-ci, cependant, l'ampleur de l'hypocrisie et de la trahison a été particulièrement flagrante, comme le rappelait l'un des dessins du caricaturiste canadien Michael De Adder montrant un Stephen Harper souriant en enlevant son masque aux traits de Justin Trudeau!

L'engagement libéral envers la réconciliation avec les peuples autochtones s'est révélé une promesse en l'air. Pour ne citer qu'un exemple, Trudeau s'était engagé à mettre fin aux scandaleux manques d'accès à l'eau potable dans les réserves des Premières nations, l'infrastructure étant une responsabilité fédérale négligée depuis des décennies. Cependant, bien que certains progrès aient été réalisés, les Libéraux demeurent bien loin de leur engagement à réduire les avis d'ébullition (limité par ailleurs aux avis à long-terme) d'ici 2021. Entretemps l'eau contaminée demeure la norme pour de nombreuses communautés - et ce, dans un pays où l'approvisionnement en eau douce est parmi les plus abondants au monde. Dans un article cinglant publié durant la campagne dans la revue *Macleans*, Pam Palmater, une avocate mi'kmaq, a souligné que si Trudeau avait réussi à améliorer la rhétorique entourant les relations entre le gouvernement et les Premières nations, ce qui représente quand même un pas en avant non complètement négligeable, la réalité, elle, demeure inchangé : « En fait,

lorsque les Premières nations votent, elles nomment leur ministre des Affaires indiennes – c'est-à-dire la prochaine personne qui violera leurs droits ancestraux, leurs droits issus de traités et leurs droits fonciers, en plus de leur refuser leurs droits humains fondamentaux ».

L'échec des libéraux à donner suite à leurs promesses envers les peuples autochtones a été mis en lumière durant la campagne électorale lorsque le gouvernement en appela de la décision du Tribunal canadien des droits de la personne ordonnant à l'État d'accorder ce qui pourrait représenter des milliards de dollars en indemnisation pour les enfants autochtones et leurs familles, lesquels ont subi un préjudice causé par un système de protection de la jeunesse biaisé et inadéquat dans les réserves.

Il n'en reste pas moins qu'en dépit de leur hypocrisie et de leurs reculs, et malgré le fait qu'ils soient liés aux mêmes intérêts corporatifs que le Parti Conservateur, le PLC est perçu, non sans raison, comme étant plus gentils et agréables que ce dernier. Durant l'élection, la tendance rétrograde et populiste de droite des conservateurs est fortement ressortie avec les engagements d'Andrew Scheer à protéger et à servir l'industrie pétrolière et gazière et à rééquilibrer le budget sur le dos de la majorité des Canadiens. Or, ces idées sont en opposition avec la volonté populaire si l'on en croit les sondages, qui montrent que la majorité des citoyens et citoyennes approuve les déficits gouvernementaux pourvu que l'on finance bien les programmes sociaux et la création d'emplois. Scheer a mené une campagne déplaisante et mensongère qui visait surtout, dans la vieille tradition de la droite, à faire peur aux gens en diabolisant les impôts, sans avouer que les réductions d'impôts qu'il s'appropriait à exécuter en cas de victoire aboutiraient inéluctablement à des coupures paralysantes infligées à l'État-providence. En l'absence de compétition réelle pour le vote de droite, les conservateurs ont alimenté leur base, concentrée dans l'Ouest du Canada et certaines parties de l'Ontario, offrant comme plat principal un programme d'austérité pur et dur sur un fonds de conservatisme social de genre, visant à miner les droits des femmes, pénaliser les pauvres, et stigmatiser les minorités racialisées et sexuelles.

Tout en tentant d'occulter ses espoirs de recriminaliser l'avortement, le PC cachait mal son jeu : plus d'un quart de ses candidats avaient l'appui du plus grand groupe soi-disant pro-vie du pays. Le chef conservateur, qui s'oppose personnellement à l'avortement, a affirmé qu'il ne contesterait pas le statut actuel de l'avortement en tant que procédure médicale financée par l'État sans restriction légales, mais il a refusé de promettre d'interdire aux futurs députés conservateurs de présenter des projets de loi privés pour limiter ce droit. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, il n'y a pas grand-chose qui distingue le parti dirigé par Scheer du Parti conservateur de l'époque de Harper.

Le NPD

L'annonce d'une décimation du troisième parti historique du Canada s'avéra prématurée. De toute évidence, le NPD a tiré une leçon de la défaite subie aux élections de 2015 lorsque le parti, fort de ses percées électorales précédentes, incarnait l'image peu inspirée d'un parti social démocrate de « troisième voie ». Tom Mulcair, le chef du parti à l'époque, avait promis d'équilibrer le budget. Paradoxe étrange, Justin Trudeau avait fait campagne à la gauche du NPD, en accusant ce parti de choisir l'austérité et le chômage plutôt que les emplois et la croissance. Mulcair fut perçu par plusieurs comme ayant transformé en défaite certaine la première opportunité véritable pour le NPD de peut-être former un gouvernement.

À l'approche des élections récentes, le parti paraissait désorganisé. L'image de Singh, le nouveau chef, était celle d'un politicien terne et enclin à proférer des clichés. Mais une fois la campagne lancée, Singh a repris de l'aplomb, défendant habilement certaines propositions clés de son parti, comme l'assurance-médicaments. Alors que libéraux et conservateurs offraient simplement d'alléger un peu les impôts, le NPD a promis de s'attaquer à l'énorme problème de l'évitement fiscal qui prive l'État de revenus. Son programme visait à abolir les échappatoires, à lutter contre les paradis fiscaux à l'étranger et à augmenter les contributions fiscales de 1 % pour les Canadiens ayant des actifs supérieurs à 20 millions de dollars. (Selon une étude récente, le Canada occupe le cinquième rang dans le monde, juste derrière l'Allemagne, pour le nombre de personnes disposant d'un patrimoine d'au moins 30 millions de dollars). Grâce à sa défense des soins de santé et de l'équité fiscale, la popularité de Singh a grimpé en flèche, surtout après un débat des chefs télévisé à mi-chemin de la campagne.

Néanmoins, si les pires craintes ne se sont pas réalisées, la performance du NPD n'a pas été impressionnante. Le parti a réduit sa députation de 39 sièges à 24 et a obtenu un peu moins de 16 % des suffrages populaires, soit quelques points de pourcentage de moins qu'en 2015. Plus important encore, le NPD a subi un revers épique au Québec, perdant presque tous ses sièges au profit du Bloc québécois, un parti qui présente des candidats uniquement au Québec dans le but de défendre sa vision des intérêts spécifiques du Québec à la chambre des Communes et dont l'objectif à long terme est de proclamer l'indépendance du Québec.

Le Canada anglais et le Québec : les deux solitudes de la gauche

Malgré ses structures bureaucratiques et son statut ambigu en tant qu'adversaire du statu quo, le NPD demeure l'option par défaut pour pratiquement l'ensemble du spectre de la gauche au Canada anglais. Cependant, parmi la gauche socialiste, l'opinion est un peu divisée. Il y a ceux qui, malgré des décennies d'efforts déçus pour déplacer le parti vers la gauche, s'accrochent encore à l'espoir de raviver les racines socialistes du NPD. Et il y a ceux qui souhaitent la création d'une nouvelle formation politique, plus radicale, davantage enracinée dans les mouvements sociaux, et intervenant à la fois sur la scène parlementaire et sur le terrain. Parmi ces opinions plus radicales, il existe toutefois un sentiment largement partagé à l'effet que les conditions nécessaires pour soutenir un parti ouvertement anticapitaliste, par exemple la progression d'un mouvement ouvrier combatif et de mouvements sociaux forts et bien organisés, n'existent pas et que donc le NDP reste le seul véhicule viable pour exprimer et défendre des intérêts ouvriers, du moins pour le moment. Mais dans certains milieux il y a tout de même un peu d'enthousiasme pour le mouvement vers la gauche du NPD durant la campagne, et aussi pour le leadership de Jagmeet Singh. Ce dernier, quoi que ne montrant aucune propension à devenir un Corbyn canadien, a réussi à donner l'impression d'être un ardent défenseur des intérêts des travailleurs. Il a aussi démontré sa détermination à affronter la réalité du racisme, tant dans ses formes quotidiennes que dans son caractère systémique, en partie à la lumière de sa propre expérience comme personne de couleur, membre d'une minorité religieuse et premier chef racialisé d'un grand parti politique canadien (et le débat se poursuit à savoir à quel point le racisme a entravé la capacité de Singh à gagner l'appui des électeurs.) Pour les jeunes militants de gauche pour qui la défense des droits des Autochtones, et la lutte pour la décolonisation et contre le racisme doivent se retrouver au cœur de leur lutte politique, l'engagement du NPD dans la lutte contre le racisme et son programme pour la réconciliation autochtone constitue un pôle d'attraction.

Depuis les origines du NPD il y a eut des efforts concertés pour déplacer le NPD vers la gauche. L'initiative la plus récente est venue de la « Courage Coalition », qui regroupe des jeunes militants travaillant à l'intérieur et à l'extérieur du NPD. Ceux-ci s'impliquent dans la politique électorale, mais veulent également construire une organisation extraparlamentaire. Leur objectif est de mettre de l'avant un nouveau « pacte vert » (« Green New Deal of the North »), fondé sur la décolonisation, les droits des Autochtones et la redistribution démocratique des richesses et des ressources, tout en promettant d'accélérer la transition vers des énergies renouvelables. Reste à voir si la conjoncture leur permettra de faire plus de progrès que ses prédécesseurs. Mais si le passé permet de prévenir l'avenir, la plateforme radicale de la Courage Coalition, qui comprend un appel à la démarchandisation du transport et du logement en faveur de l'expansion du bien commun par la propriété publique et coopérative, restera marginale dans le parti.

Au Québec où le NPD n'a jamais réussi à s'enraciner, les perspectives sont différentes. La gauche francophone, issue de la Révolution tranquille des années 1960, a depuis le début privilégié la quête de l'indépendance du Québec. Le gouvernement fédéral a toujours été considéré comme l'architecte de l'assujettissement du Québec et un obstacle implacable aux aspirations nationales de la province, quel que soit le parti au pouvoir à Ottawa. Les campagnes électorales fédérales ont été en grande partie ignorées par la gauche québécoise. Le NPD y a erré dans un « désert politique » pendant un demi-siècle, perçu avec raison comme antipathique au mouvement souverainiste. En 2011 toutefois, un concours de circonstances permit au NPD de réaliser une percée remarquable. Jusque-là, la gauche québécoise avait surtout appuyé le Bloc québécois. Cette situation a cependant changée quelque peu durant l'élection de 2019, où une partie des électeurs progressistes du Québec se sont détachés du Bloc en raison de son récent virage identitaire.

Fondé au début des années 1990, le Bloc a été pendant la plus grande partie de son histoire plutôt du côté social-démocrate dans l'éventail politique. À la chambre des communes, les députés du Bloc ont souvent voté avec le NPD sur diverses questions sociales et économiques. En 2011, le Bloc fut massivement déserté en faveur du NPD par les électeurs québécois, en partie à cause de la perception que le Bloc avait failli à sa mission de promouvoir l'indépendance du Québec et donc avait perdu sa raison d'être. Mais après huit ans d'éclipse, le Bloc parvint durant la campagne de 2019 à accomplir une véritable résurrection politique sous la direction d'un nouveau chef, Yves-François Blanchet. Pour ce faire, le Bloc se laissa porter par une vague de nationalisme ethnique qui a récemment pris de l'ampleur, particulièrement dans les régions rurales du Québec, même si paradoxalement ce mouvement est associé à une perte d'enthousiasme pour le projet souverainiste original visant à quitter la fédération canadienne. Le Bloc a cherché également à profiter de la popularité du gouvernement provincial de centre-droite, dirigé par François Legault, architecte de plusieurs politiques xénophobes, et a cultivé la controverse en exhortant les électeurs québécois à « choisir des hommes et des femmes qui vous ressemblent et qui partagent vos valeurs ».

Selon plusieurs penseurs et militants de gauche du Québec, ce glissement vers les préjugés et la politique de l'exclusion a changé la nature du Bloc québécois. Il faut ajouter également que plusieurs doutaient de la sincérité du Bloc quand il s'est présenté lors la campagne électorale comme un ardent défenseur de l'environnement. Lorsqu'il était ministre de l'environnement dans le gouvernement provincial du Parti Québécois en 2012, Blanchet a soutenu le projet d'ouverture de l'île d'Anticosti, un joyau naturel fragile, au forage pétrolier et gazier, entre autres projets destructeurs sur le plan environnemental. Toutefois, pour certains thèmes, le Bloc continue une trajectoire dans une direction

relativement progressiste. On remarque dans l'introduction de sa plate-forme des notes de populisme de gauche : « Le Bloc n'a pas de comptes à rendre aux grandes pétrolières de l'Ouest, aux banques de Bay Street ou aux lobbys anti-choix. L'équipe du Bloc Québécois ne rend des comptes qu'aux Québécois et Québécoises. »

L'une des conséquences du réalignement politiquement ambigu du Bloc est une certaine fragmentation du mouvement progressiste au Québec en matière de politique fédérale. Pour certains, l'affirmation de l'identité et des intérêts nationaux du Québec l'emporte sur toute autre considération et explique leur appui continu pour le Bloc en dépit de réserves quant à sa bonne foi souverainiste et social-démocrate. Il n'est pas sans intérêt de mentionner qu'il existe aussi un courant qui s'auto-identifie comme étant de gauche, qui s'oppose à l'austérité et à l'inégalité, et qui promeut un État providence robuste, la protection de l'environnement et le féminisme, entre autres thèmes traditionnellement de gauche, tout en adoptant une perspective nativiste de droite. Son manifeste, "L'Aut'gauche", accuse une gauche qualifiée de trop « urbaine », cosmopolite et inclusive, de capituler devant le multiculturalisme et les minorités qui menacent l'identité distincte du Québec. Les auteurs de ce manifeste appuient le Bloc.

D'autres militants trouvèrent le nationalisme ethnique du Bloc inacceptable, d'où leur appui pour le NPD ou pour le Parti vert ce dernier ayant bénéficié de l'essor du mouvement environnemental au Québec. (Notons que le Parti vert est celui qui a le plus souffert des distorsions du système uninominal majoritaire à un tour, n'ayant remporté que trois sièges, deux en Colombie-Britannique et un au Nouveau-Brunswick, malgré 6,5 % du vote populaire à l'échelle de tout le pays.)

Et comme au Canada anglais, une fraction de la gauche au Québec préfère l'abstention par principe, alléguant avec une certaine plausibilité que le jeu est truqué, que les élections légitiment un ordre social fondamentalement injuste et non-démocratique, et qu'un changement de garde dans un tel système n'équivaut qu'à réarranger les chaises longues sur le pont du Titanic.

Les syndicats

En dépit du fait que le mouvement syndical fut l'un des fondateurs du NPD et que la constitution du parti accorde un rôle spécial aux syndicats, le mouvement syndical s'est assez peu engagé dans cette dernière élection. Le plus grand syndicat, le Syndicat canadien de la fonction publique, maintient son appui au NPD et ce depuis les années 1960. Le NPD a été cautionné aussi par la Fédération du travail de l'Ontario et par le syndicat des Métallos, qui a diffusé des messages à la radio et à la télévision dénonçant les promesses brisées des libéraux aux collectivités autochtones. Par contre, d'autres syndicats importants, notamment UNIFOR et l'Alliance de la Fonction publique du Canada, ont défendu l'idée d'un vote « stratégique », dans le but d'empêcher une victoire conservatrice, ce qui pouvait se traduire sur le terrain par un vote en faveur de n'importe quel parti autre que le PC. Au Québec, la Confédération de syndicats nationaux (CSN) et la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), qui sont les deux plus importants regroupements syndicaux, ont choisi de se prononcer sur les enjeux prioritaires sans émettre de mot d'ordre aux membres.

Sur des questions importantes pour le mouvement ouvrier, la plateforme du NPD a le mérite de promouvoir l'investissement dans la création de centaines de milliers de nouveaux emplois dans des

domaines comme la modernisation des bâtiments, l'énergie renouvelable et le transport dans le cadre d'une transition équitable vers l'abandon des combustibles fossiles, entre autres. Mais sur certains enjeux, notamment sur la réglementation des emplois précaires pour assurer un salaire égal à travail égal, le NPD, selon certains critiques, ne s'est pas vraiment distingué des libéraux. Et le programme du NPD est perçu par les militants de gauche comme étant trop timide en comparaison avec la vision audacieuse présentée par Bernie Sanders aux États-Unis.

L'urgence climatique

Si l'on devait choisir un thème dominant pour l'élection de 2019, ce serait sans nul doute l'urgence climatique. En effet, la campagne électorale a coïncidé avec les grèves climatiques mondiales de septembre qui ont vu des millions de personnes descendre dans les rues partout dans le monde. En fait, quatre des six chefs de parti au Canada ont pris part aux manifestations. Trois d'entre eux, dont Justin Trudeau, se sont joints au rassemblement massif à Montréal, où la militante du climat Greta Thunberg a pris la parole et où quelque 500 000 personnes étaient présentes. Commentateurs cyniques et ironiques s'en sont donnés à cœur joie en commentant la marche de Trudeau dans la rue, protestant essentiellement contre l'inaction de son propre gouvernement.

L'absence du chef conservateur Andrew Scheer ce jour-là n'a surpris personne. En plus, le PC a refusé de participer à un débat national sur le climat, ce qui a incité les organisateurs à annuler l'événement. Les changements climatiques ne sont pas une préoccupation pour la base fiable des conservateurs. Bien que le PC professe son acceptation de l'origine anthropogénique des changements climatiques comme un grave problème, en pratique la majorité des Conservateurs membres de différents gouvernements au Canada agissent comme des climato-négationnistes; ils semblent voués à contrecarrer les efforts d'atténuation, même modestes, ayant pour but de limiter l'impact du réchauffement planétaire. La plateforme conservatrice vise à minimiser la contribution canadienne au réchauffement global en soulignant que le Canada produit une part relativement faible des émissions de gaz à effet de serre en termes absolus, et en passant sous silence le fait que les émissions per capita font du Canada le pays le plus pollueur parmi les pays du G20. On propose de lutter contre les changements climatiques en obligeant les grands émetteurs de gaz à effet de serre à investir dans les « innovations technologiques » afin que le secteur pétrolier et gazier au Canada devienne « le plus propre au monde », mais leur réelle priorité est de construire un gigantesque « corridor » énergétique pancanadien. Mais la pièce maîtresse de la campagne conservatrice lors de la dernière élection était la promesse d'abroger la taxe sur le carbone promue par le gouvernement libéral (ainsi que de supprimer tout autre empêchement au libre exercice d'un capitalisme débridé des énergies fossiles). Notons que pour ce qui est de la taxe carbone, les conservateurs ont délibérément trompé les électeurs en insistant sur le coût pour les consommateurs mais omettant de mentionner que le système de redevances prévu par le gouvernement aurait redistribué 90 % des revenus obtenus par cette taxe, résultant en fait à un profit pour une majorité des contribuables Canadiens.

Durant la campagne les parties et les grands médias ont accordé une attention excessive à un mécanisme axé sur le marché, misant sur un meilleur « comportement » des consommateurs individuels et qui en tout cas résultera, selon les experts, en une taxe beaucoup trop faible (même en tenant compte qu'elle doit augmenter de 20 \$ la tonne actuellement jusqu'à 50 \$ en 2022) pour permettre au Canada de rencontrer ses cibles sous les Accords de Paris, soit de réduire de 30 % les émissions de GES

(par rapport aux niveaux de 2005). En fait, ce que la taxe carbone permet de faire est d'aider l'industrie pétrolière et gazière à donner l'impression de coopérer dans la lutte au changement climatique, tout en évitant une réglementation contraignante de ses activités et la mise en œuvre de mesures d'envergure, telle la limitation drastique de l'extraction de combustibles fossiles, qui pourraient réellement ralentir le rythme du réchauffement planétaire. (Selon le ministère fédéral des Ressources naturelles, le secteur pétrolier et gazier est l'un des plus grands émetteurs de GES du Canada et la production des sables bitumineux a entraîné une augmentation de 23 % des émissions entre 2005 et 2017.) Entre-temps, le coût de la taxe carbone pour l'industrie pétrolière est compensé par des subventions totalisant 3,3 milliards de dollars par année, selon les estimés. La fin de ces subventions avait été promise par les Libéraux, mais cela n'a été qu'une autre promesse libérale reléguée sur les tablettes.

La sincérité douteuse de Trudeau dans son combat contre le changement climatique constitua une cible facile pour le NPD et le Parti vert, et ce particulièrement à la lumière de sa décision en août 2018 de verser 4,5 milliards de dollars en deniers publics à la société Kinder Morgan pour permettre le projet d'expansion du pipeline Trans Mountain devant transporter le pétrole sale issu des sables bitumineux de l'Alberta (province enclavée) vers la Colombie-Britannique (pour ensuite l'exporter vers l'Asie). Ce rachat par le gouvernement fédéral a été décidé en dépit de l'opposition du gouvernement de la Colombie-Britannique, de nombreuses communautés autochtones, et de la plupart des environnementalistes et de milliers de citoyens inquiets de l'impact écologique négatif et des risques associés à ce projet. Bill McKibben a traité le premier ministre Trudeau de « désastre pour la planète » quand ce dernier a déclaré devant un parterre d'entrepreneurs pétroliers au Texas qu'« aucun pays, qui trouverait 173 milliards de barils de pétrole dans le sol, ne les laisserait sous terre ».

Le projet Trans Mountain a reçu le feu vert en juin 2019, et ce juste après le dépôt par les libéraux d'une motion non contraignante déclarant une urgence climatique nationale, avec l'appui du NPD, du Bloc québécois et du Parti vert. Depuis l'élection du 21 octobre, dans une tentative d'apaiser le sentiment accru d'aliénation des provinces de l'Ouest du Canada (notamment l'Alberta et la Saskatchewan où le PLC n'a remporté aucun siège), Trudeau tend une branche d'olivier au Parti conservateur en promettant d'aller de l'avant avec ce projet très controversé.

Malgré la volonté populaire exprimée par une grande partie de la population et notamment par la jeunesse, à l'effet que le Canada doit prendre des mesures significatives pour limiter les changements climatiques, il semble bien que le nouveau gouvernement libéral minoritaire va continuer à tourner autour du pot, garantissant ainsi que le Canada ne puisse atteindre les objectifs climatiques qu'il s'est donné avec l'Accord de Paris, sans parler de la neutralité carbone en 2050, le nouvel engagement que Trudeau a annoncé durant sa campagne.

Pour leur part, le NPD, le Parti vert et le Bloc québécois ont tous présentés des plans bien développés pour limiter les émissions de carbone. Mais aucun d'entre eux n'a vraiment confronté le véritable nœud Gordien de l'économie canadienne et de sa dépendance au pétrole et au gaz et à l'industrie qui les produit. Aucun parti ayant des ambitions électorales n'est prêt à reconnaître la nécessité d'entreprendre la transformation immédiate et profonde de l'économie, et encore moins à confronter les Canadiens à ce propos. Aucun ne veut aborder la réduction substantielle de la production et de la consommation sans doute fatale pour le capitalisme mais indispensable pour ralentir le rythme du réchauffement planétaire et endiguer la perte de biodiversité et la dégradation des écosystèmes qui menacent la santé, la sécurité et la survie de milliards de personnes de par le monde.

La controverse entourant la loi 21 au Québec

Le racisme et la discrimination furent au premier plan lors de la campagne de 2019, et ce de plusieurs manières, allant de la dénonciation de l'échec du Canada à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones jusqu'à la question du scandaleux manque d'accès à l'eau potable des communautés autochtones en passant par les photos honteuses d'un jeune Justin Trudeau en maquillage noir (« blackface »), ce qui lui a valu l'opprobre tant au Canada qu'à l'étranger.

Mais le sujet qui a peut-être suscité le plus d'attention en ouvrant une fenêtre sur certaines failles de la politique canadienne a été la loi discriminatoire adoptée par le gouvernement du Québec en juin 2019. Une des mesures imposées par cette loi interdit à plusieurs catégories d'employés de l'État en position d'autorité, dont les policiers et les enseignants et enseignantes, de porter des symboles religieux au travail. Visant en particulier les femmes musulmanes portant l'un ou l'autre type de foulard, les autres minorités religieuses portant des symboles visibles de leur foi sont tout autant affectées.

Pour éviter toute contestation sur l'inconstitutionnalité de la loi en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés, le gouvernement du Québec a invoqué la « clause dérogatoire », qui permet aux provinces d'adopter une loi contrevenant à la Charte pour une période (renouvelable) de cinq ans.

La loi sur la laïcité bénéficie d'un appui considérable au Québec, mais des sondages indiquent qu'environ 40 % de la population du Canada anglais est également favorable à l'interdiction des symboles religieux. La loi a été dénoncée cependant par une minorité vociférante au Québec, et plusieurs voix de condamnation se sont élevées également au Canada et à l'étranger. Le caractère discriminatoire de la loi a été mis en lumière de façon marquante pendant la campagne électorale par le fait que le leader du NPD, Jagmeet Singh, qui porte un turban, se verrait interdire au Québec d'exercer les fonctions de juge, d'enseignant dans une école publique ou d'agent de la faune.

La loi 21 a suscité beaucoup de commentaires dans les médias et lors des débats télévisés des chefs des partis, durant lesquels on a demandé aux candidats quelles seraient les mesures qu'ils adopteraient pour protéger les droits des personnes affectés. Pour les partis autre que le Bloc Québécois, il y avait un risque d'aliéner les électeurs du Québec en se déclarant disposé à s'ingérer dans les affaires de la province. De façon inattendue, cette loi est devenue un symbole de l'autonomie du Québec et, comme son père avant lui, Trudeau fut perçu comme un symbole de la domination canadienne, lorsqu'il affirma qu'il n'excluait pas une intervention du gouvernement fédéral pour éventuellement soutenir la contestation judiciaire de la loi. Par ailleurs, les conservateurs (dont les partisans à l'échelle nationale approuvent l'esprit, sinon la lettre de la loi 21), le NPD et les Verts s'entendaient pour dire qu'ils ne contesteraient pas la compétence législative du Québec, même si personnellement ils s'opposent à la loi.

Pour sa part, le Bloc québécois, dont 95% des électeurs sont d'accord avec l'interdiction des symboles religieux, a saisi toutes les occasions pour faire valoir son appui catégorique à la loi 21, tout en insistant sur le fait qu'il s'agit d'une question strictement provinciale qui ne devrait pas être abordée sur la scène fédérale.

Le Parti populaire : un feu de paille d'extrême droite?

Puisque le Canada n'a pas été à l'abri de la montée mondiale d'un virulent populisme de droite, il n'était pas surprenant de voir cette tendance toxique s'infiltrer dans la campagne électorale. D'une part, le Parti conservateur se pliait aux préjugés et craintes de sa base électorale blanche et plus âgée, en mettant de l'avant diverses propositions nativistes, telle la réduction de l'aide étrangère. D'autre part, on a observé l'émergence d'un parti d'extrême droite, le Parti populaire du Canada (PPC), qui a soutenu plusieurs thèmes chers au populisme réactionnaire : hostilité envers l'immigration, déni des enjeux climatiques et idéologie libertarienne sur le plan économique. Les opinions extrémistes, jusqu'alors confinées à l'aile droite du Parti conservateur, ont ainsi trouvé une voix indépendante, bien que le Parti populaire n'obtint que moins de 2% de l'appui populaire et que le chef du parti fut lui-même défait dans sa propre circonscription.

Il n'en reste pas moins que la campagne a touché le fond avec l'attention excessive accordée au Parti populaire et son chef Maxime Bernier par les grands médias. Bernier, un ancien député conservateur du Québec, fut membre du cabinet de Stephen Harper. Après avoir été battu de justesse par Andrew Scheer lors de la course à la chefferie du Parti Conservateur, il démissionna pour créer ce nouveau parti. La plateforme du parti, inspirée de la vision du monde tordue de Bernier, est tout simplement délirante à maints égards. Selon le PPC, l'augmentation des émissions de CO2 serait bénéfique pour l'agriculture; il faudrait retirer le Canada des accords de Paris, abolir la taxe sur le carbone et mettre fin aux subventions pour les technologies vertes. Pendant la campagne, « Mad Max » (comme il a été surnommé dans certains milieux) a ajouté son venin à la rage populiste dirigée contre la jeune militante suédoise Greta Thunberg. Sur son tweet, Bernier a déclaré que le « but de la gauche verte est de transformer radicalement notre société par la peur hystérique de la fin du monde imminente. On veut nous forcer à abandonner nos libertés et notre mode de vie ». Parallèlement, le PPC incite à la révolte contre l'immigration. Pour M. Bernier, la réduction des seuils d'immigration serait la solution à tous les problèmes, du logement abordable à l'harmonie sociale.

Même s'il y a toujours eu des partis marginaux d'extrême droite au Canada, ils n'étaient pas considérés par les médias comme des intervenants légitimes dans le processus électoral. C'est ce qui a changé au cours de la dernière campagne. Les médias grand public ont contribué à normaliser le discours xénophobe du PPC, tout en rendant « acceptable » un discours ouvertement hostile au consensus scientifique sur les changements climatiques. Selon de nombreuses sources, plusieurs organisateurs et candidats du PPC ont des liens avec des groupes islamophobes comme Pegida Canada et même avec des groupes néonazis. Néanmoins plusieurs journalistes parlaient du PPC comme s'il était devenu un des principaux partis fédéraux au Canada, bien qu'il n'ait jamais dépassé la borne des 3% d'appui dans les sondages. Alors qu'en 2008 et 2011, la cheffe du Parti Vert, Elizabeth May, avait été exclue des débats télévisés sous prétexte d'un faible support populaire, Bernier fut rapidement accueilli dans la mêlée, ce qui lui a conféré une crédibilité injustifiée, au moment même où une vague de colère populaire envers les panneaux publicitaires du PPC invitant les gens à dire « NON à l'immigration de masse » persuada l'entreprise publicitaire de retirer ces panneaux offensifs.

À la suite de la défaite écrasante du parti aux suffrages, les médias corporatifs ont annoncé avec suffisance la dislocation du Parti populaire et concluaient que le Canada n'est pas un sol fertile pour l'extrême droite. Mais à la lumière de la prolifération observée de petits groupes d'extrême droite à travers le pays et d'actes d'extrême violence comme la fusillade de la mosquée de Québec en 2017, il

se pourrait bien que ces notices nécrologiques cachent une autre forme de déni. L'idée que le Canada et le Québec sont à l'abri du fléau du populisme d'extrême droite défigurant le paysage politique des pays du monde occidental est une dangereuse illusion. La crise de légitimité du capitalisme néolibéral nourrit les démagogues et l'autoritarisme partout. L'arrivée au pouvoir de Doug Ford en Ontario et Jason Kenny en Alberta interdisent toute complaisance de la gauche. L'une des principales tâches de la gauche au Canada et au Québec doit être une action concertée pour offrir une alternative viable devant l'appel fallacieux de la droite.

Vers une nouvelle alliance

Au lendemain des élections, un débat est en cours sur la direction que devrait prendre la gauche. Deux choses semblent certaines. Premièrement, continuer à investir dans la politique électorale, du moins au niveau fédéral, produira des gains limités, surtout en l'absence d'une importante réforme électorale. Deuxièmement, nous ne pourrons pas aller bien loin sans combler le fossé entre les deux solitudes et appuyer les luttes des peuples autochtones avec comme but de créer un contre-pouvoir cohérent sur le coin de la planète connu sous le nom de Canada.

Avec le chaos climatique qui s'abat sur nous, le recul quotidien de la nature et la montée de la vague réactionnaire, les enjeux ne pourraient être plus élevés. Pour emprunter une image troublante à Leo Panitch, nous ne pouvons exclure la possibilité que nous aurons à construire le socialisme dans un monde qui ressemblera à Blade Runner. En attendant, que nous parlions français, anglais ou cri, nous avons un intérêt commun à essayer de briser l'emprise de l'industrie des combustibles fossiles et à assurer une adaptation socialement juste au changement climatique.

Compte tenu des limites des énergies renouvelables, une réduction des besoins énergétiques est nécessaire et inévitable, mais elle doit être équitable. Comment pouvons-nous redistribuer la richesse à l'intérieur du pays et faire notre part à l'échelle mondiale en tant que pays riche, par exemple, en aidant les réfugiés climatiques ? Ce sont là des questions difficiles. Et si la gauche doit certainement continuer à travailler au sein et aux côtés des mouvements sociaux pour faire avancer des revendications concrètes et gagnables, elle a également besoin d'une vision qui va au-delà des luttes immédiates et disparates. Idéalement, nous devons bâtir cette vision ensemble, d'un océan à l'autre, sur la base de la reconnaissance mutuelle de nos interdépendances écologiques et économiques et de nos revendications respectives à la souveraineté.

Publié par la Rosa Luxemburg Stiftung, bureau de New York, octobre 2019.

Directeur: Andreas Günther
Adresse: 275 Madison Avenue, Suite 2114, New York, NY 10016
Courriel: info.nyc@rosalux.org; téléphone: +1 (917) 409-1040

Avec le soutien du ministère des Affaires étrangères de l'Allemagne.

La Fondation Rosa Luxemburg est un organisme progressiste, sans but lucratif, qui agit à l'échelle internationale pour favoriser l'éducation à la citoyenneté. En coopération avec beaucoup d'autres organismes de par le monde, la Fondation soutient la participation démocratique et sociale, le renforcement des capacités des groupes défavorisés, les options de rechange en matière de développement économique et social et la résolution pacifique des conflits.

Le bureau de New York a deux grands mandats : travailler sur les dossiers touchant les Nations Unies et soutenir un dialogue avec les progressistes présents dans les universités, les syndicats, les mouvements sociaux et le champ politique en Amérique du Nord.

www.rosalux-nyc.org